

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 13 – du 28 mars au 4 avril 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : TERRITOIRES PALESTINIENS LE COÛT DES DOMMAGES DE LA GUERRE À GAZA

Selon un rapport conjoint de la Banque Mondiale, des Nations Unies et de l'Union Européenne, publié le 2 avril 2024, le coût des dommages matériels subis dans la bande de Gaza entre octobre 2023 et janvier 2024 s'élève à 18,5 Mds USD, soit 97% du PIB 2022 des Territoires Palestiniens (Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Est). Il ne s'agit là que d'évaluations préliminaires, se fondant notamment sur le mécanisme d'évaluation rapide des dommages et besoins (RDNA) provisoire mis en place par la Banque Mondiale depuis novembre 2023, en partenariat avec IPSOS, sur la base d'analyse d'images satellitaires en particulier. La Banque Mondiale attire l'attention sur le fait que ces évaluations augmenteront nécessairement une fois que la bande de Gaza sera de nouveau accessible.

LE CHIFFRE À RETENIR

**18,5 Mds \$**

COÛT DES DOMMAGES  
MATÉRIELS  
FIN JANVIER 2024

Si tous les secteurs économiques sont affectés, la part la plus importante des dommages concerne les logements, représentant 72% des coûts estimés et laissant plus d'un million de personnes sans domicile (sur les 2,2 millions d'habitants que compte l'enclave) au-delà des déplacements de personnes (75% de la population) provoqués par les combats. Les postes suivants sont les infrastructures publiques dans le domaine de l'eau, de l'éducation et de la santé, comptant pour 19% des dommages évalués et enfin les bâtiments industriels et commerciaux, pour 9% des dommages. Les bombardements auraient en outre provoqué l'accumulation de 26 millions de tonnes de débris dont l'évacuation prendra des années.

Au-delà des infrastructures, l'étude souligne également les conséquences dramatiques de ces dommages pour la population gazaouie. 92% des routes primaires sont détruites ou sérieusement endommagées, ce qui complexifie d'autant plus l'acheminement de l'aide humanitaire, en particulier dans le nord de l'enclave. Alors que 84% des établissements de santé sont détruits ou très sérieusement endommagés, le manque d'électricité et d'eau entrave le fonctionnement des rares établissements restants. Le système d'accès à l'eau et l'assainissement s'est effondré, ne fournissant aujourd'hui que 5% de son rendement d'avant-guerre, qui était déjà en tension. Le système éducatif est à l'arrêt complet. Plus de la moitié de la population est au bord de la famine et l'intégralité des habitants de l'enclave fait face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Tandis que le développement des nourrissons nés dans le cadre du conflit est menacé, les effets sur la santé physique et mentale de l'intégralité de la population perdureront sur plusieurs générations.

Au-delà de la dimension provisoire de ces évaluations, en l'absence de cessez-le-feu, on estime généralement que le coût de la reconstruction est généralement deux à trois fois plus élevé que le coût des dommages subis. À titre de comparaison, lors de la précédente guerre de Gaza en 2014, le coût des dommages était d'1,4 Md USD alors que le coût de la reconstruction s'élevait à 3,9 Mds USD, sur la base de la méthodologie RDNA. De même, lors du séisme de février 2022 en Turquie, les dommages représentaient 3,7 mds USD et les besoins pour la reconstruction s'élevaient à 7,9 Mds USD.

Service Économique de Jérusalem

## ÉGYPTE

### 1. DÉBUT OFFICIEL DU 3<sup>ÈME</sup> MANDAT DU PRÉSIDENT SISSI.

Au pouvoir depuis 2014, et réélu en décembre 2023 avec 89,6 % des voix pour un troisième mandat – et dernier conformément à la Constitution, la cérémonie d’investiture du Président Abdel Fattah al Sissi a eu lieu le 2 avril à la Nouvelle capitale administrative. Les attentes sont grandes pour les six années à venir avec la définition d’objectifs ambitieux parmi lesquels : une croissance économique annuelle de 6 à 8 % à la fin du mandat (contre 3,0 % pour l’exercice en cours selon les estimations du FMI ), renforcement de la discipline budgétaire et du rôle du secteur privé dans l’économie, priorisation de la sécurité nationale, amélioration de l’éducation et des services de santé, plan de soutien social ou encore développement urbain.

### 2. LE FMI DÉBLOQUE 820 M\$ (2<sup>ÈME</sup> ET 3<sup>ÈME</sup> TRANCHE EFF).

Le conseil d’administration du Fonds Monétaire International a approuvé le 29 mars 2024 le versement de 820 M USD au gouvernement égyptien, correspondant aux deuxième et troisième tranches du programme mis en place en décembre 2022 pour un montant initial de 3 Mds USD (fin en 2026). L’augmentation du montant du programme à 8 Mds USD a également été approuvée. Dans une conférence de presse du 1<sup>er</sup> avril, la cheffe de mission Mme Ivanna Hollar a également évoqué la perspective d’accès de l’Égypte à la facilité pour la résilience et la durabilité, instrument permettant au pays d’atteindre les objectifs structurels de long terme dont la lutte contre le changement climatique. Demandé par l’Égypte, l’accès à ce mécanisme implique la mise en place d’un ensemble de politiques nationales face au risque environnemental, politiques prévues d’être discutées au moment de la troisième révision du programme prévue en juin 2024.

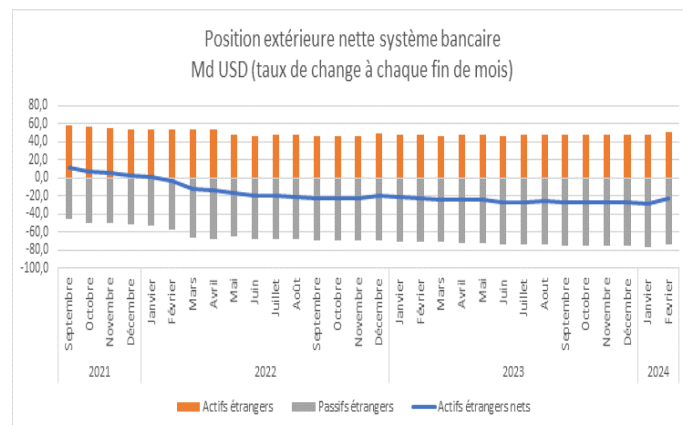
### 3. RENOUELEMENT DU PROGRAMME DE PRÊTS SUBVENTIONNÉS.

Le Premier Ministre égyptien Moustafa Madbouly a approuvé le 31 mars le lancement d’un programme de prêts subventionnés de 120 Mds EGP (2,5 Mds USD) à destination des entreprises implantées dans les zones franches et des secteurs de l’agriculture et des énergies renouvelables. Avec pour objectif de stimuler la production, renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la compétitivité des exportations égyptiennes, ce plan correspond à la seconde itération d’un programme lancé en janvier

2023 à hauteur de 150 Mds EGP. Les banques locales verseront ainsi les prêts aux entreprises éligibles (montant maximum de 100 M EGP) et recevront en retour la différence entre le taux de 15 % et le taux du corridor de la part du Ministère des Finances, qui devrait allouer 8 Mds EGP par an à cette initiative.

### 4. BAISSÉ DES ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS NETS DANS LE SYSTÈME BANCAIRE.

Après un sommet historique atteint en janvier 2024, les engagements extérieurs nets dans le système bancaire ont chuté de 24 % en février (21,9 Mds USD contre 29 Mds USD le mois précédent sur la base du taux de change de 30,9 EGP/USD) constituant le premier impact des annonces de financements extérieurs à destination de l’Égypte et illustrant l’appétit des investisseurs pour la dette égyptienne. On observe ainsi sur le mois de février une amélioration des avoirs extérieurs dans les banques commerciales et une diminution des engagements extérieurs à la Banque Centrale d’Égypte.



## IRAK

### 1. L’IRAK VEUT RÉDUIRE SA DETTE PUBLIQUE EXTÉRIÈRE DE 1,5 Md\$.

Le Conseil des Ministres a décidé la réduction de 1,5 Md USD de la dette publique extérieure conformément aux recommandations du Conseil économique ministériel pour 2024. Ces recommandations incluent : (1) un examen par le Ministère du Plan des projets dont les prêts sont annulés pour examiner la possibilité de leur financement sur fonds budgétaires ; (2) l’audit par le Ministère des Finances des obligations financières auprès des institutions de financement qui résulteraient de l’annulation des prêts ; (3) l’annulation de prêts en cours pour un montant de 1,05 Md USD et l’achèvement des projets concernés sur fonds du gouvernement ; (4) l’annulation des



demandes de financement à hauteur de 5,8 Md USD pour la construction de l'usine de dessalement de Bassorah et du projet ferroviaire, en finançant le premier projet sur le fonds de développement régional et en proposant le second à des investisseurs ; (5) la réduction de la dette publique extérieure de 10,5 Md à 8,9 Md USD ; (6) la réaffectation des prêts de la Banque Mondiale portant sur des projets en retard d'exécution vers le financement de l'axe ferroviaire du projet Route du Développement ; (7) le recrutement d'un consultant financier international pour l'audit et la gestion de la dette extérieure future.

## 2. INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE ENTRE LA JORDANIE ET L'IRAK.

Le Ministre de l'Électricité, M. Ziad Ali Fadhil, a inauguré la 1<sup>ère</sup> phase de l'interconnexion des réseaux électriques entre la Jordanie et l'Irak dans la province ouest d'Al Anbar. La capacité initiale de cette interconnexion est de 50 mégawatts (MW), avec un objectif de 500 MW en phase finale. Cette interconnexion s'inscrit dans la stratégie irakienne de diversification de son approvisionnement extérieur en électricité, en raison de l'insuffisance de la production nationale, pour répondre à la demande. Des projets d'interconnexions sont ainsi en cours de réalisation avec le Conseil de Coopération du Golfe (CCEAG) et l'Arabie Saoudite. Le projet porté par le CCEAG consiste en la construction d'une ligne haute tension de 400 KV de 295 km de long reliant la sous-station électrique d'Al Wafra au Koweït à Al-Fao. La ligne haute-tension en construction aura une capacité de 500 MW, dans une première phase. L'achèvement de la 1<sup>ère</sup> phase est prévu fin 2024. La capacité de transport d'électricité sera portée à 1800 MW en phase finale.

## 3. MOU ENTRE LE MINISTÈRE DU PÉTROLE, SLB ET SIEMENS ENERGY.

L'accord signé par SLB (entreprise franco-américaine, ex Schlumberger) et Siemens Energy avec le Ministère du Pétrole porte sur le traitement de gaz associé à la production de pétrole du champ de West Qurna 1 pour le convertir en combustible adapté aux turbines Siemens qui équipent plusieurs centrales électriques en Irak. Pour mémoire, le projet *Gas Growth Integrated Project* porté par TotalEnergies comporte une composante de capture et traitement de gaz associé pour une conversion en combustible pour les centrales électriques. À ce jour, l'essentiel du gaz associé issu des champs de pétrole irakiens est torché.

# IRAN

## 1. BILAN DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN 2023/2024.

Selon l'Administration des Douanes, le montant du commerce extérieur a atteint, l'an passé, 153,2 Mds\$ (+2,6% en g.a), dont 86,9 Mds\$ pour les exportations et 66,3 Mds\$ pour les importations. Durant cette période, 35,9 Mds\$ de pétrole brut (+8,6% en g.a), 19,4 Mds\$ de produits pétrochimiques (-28,6% en g.a), 1,2 Mds\$ de services d'ingénierie, 0,4 Mds\$ d'électricité et 30,3 Mds \$ « d'autres produits » auraient été exportés. La Chine (13,9 Mds\$), l'Irak (9,2 Mds\$), les Émirats Arabes Unis (6,6 Mds\$), la Turquie (4,2 Mds\$) et l'Inde (2,2 Mds\$) demeurent les 5 premières destinations des produits iraniens. S'agissant des importations, la part des 25 produits essentiels bénéficiant du taux de change le plus avantageux (1\$ = 285 000 IRR) s'est établie à 30%, soit 19,5 Mds\$. Les importations de véhicules et pièces détachées se sont élevées à 8,2 Mds, dont 6 Mds pour ces dernières. Les autres produits les plus importés l'an dernier ont été le maïs (3,8 Mds\$), les téléphones portables (3,2 Mds \$), l'huile (2,4 Mds\$), les graines oléagineuses (2,2 Mds\$), l'or non-monnaire (1,9 Mds \$), le riz (1,6 Mds\$) et la farine de soja (1,06 Mds\$). Les Émirats Arabes Unis (20,8 Mds\$), la Chine (18,5 Mds\$), la Turquie (7,5 Mds\$), l'Allemagne (2,2 Mds\$) et l'Inde (1,9 Mds\$) demeurent les principaux fournisseurs de l'Iran.

## 2. COMMENT ÉVITER UNE CRISE ÉNERGÉTIQUE EN IRAN ?

Dans une intervention télévisée au ton inhabituellement alarmiste, le président de l'Institut iranien du Gaz, Mansour Daftarian, a réitéré sa conviction qu'en l'absence d'une inflexion radicale de sa politique énergétique, l'Iran ne serait plus en mesure, à compter de l'année prochaine, de fournir à son économie et à ses citoyens l'énergie dont ils ont besoin. Indiquant qu'il lui semblait difficile, dans le contexte des sanctions internationales, d'infléchir la baisse de production tendancielle du gisement gazier de South Pars (70% de la production nationale) et rappelant les goulets d'étranglement dont pâtissent les productions d'électricité et d'essence – la capacité nationale de raffinage plafonne à 115 Ml/j, alors que la consommation dépasse aujourd'hui les 119 Ml/j – M. Daftarian souhaite que soient explorées deux voies de sortie de crise :

**i): Mise en œuvre d'une véritable stratégie de réduction de la consommation d'énergie**, option que la République islamique a toujours choisi d'écarter en raison des risques sociaux qu'elle comporte.

ii) : Signature d'un accord de grande envergure avec Pékin, pour entraîner des investissements chinois massifs dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier le solaire, très prometteur en Iran. Cet accord s'accompagnerait de négociations avec les États-Unis et l'Europe, visant à exonérer ces investissements de toute sanction au regard de leur contribution à la lutte contre le réchauffement climatique.

### 3. HAUSSE DE 20,2% DE LA MASSE MONÉTAIRE.

Selon la Banque Centrale d'Iran (BCI), la masse monétaire a augmenté de 20,2 % au cours des 10 premiers mois de l'exercice budgétaire 2023/2024. Cette augmentation résulte notamment i) de l'augmentation des dettes du système bancaire envers la BCI (+33,7 %), ii) de la croissance de la dette publique (+19,7 %) résultant de la diminution des dépôts auprès de la BCI et iii) de la baisse des actifs à l'étranger extérieurs de la BCI (-24,5 %), liée à l'allocation de devises aux acteurs économiques pour l'importation. Malgré les efforts de la BCI pour restreindre l'accès des banques aux facilités permanentes, la croissance la masse monétaire n'a pu être contenue. Sur cette même période, les dettes des 29 banques non-étatiques se sont élevées à 6,7 Mds \$ (1\$= 500 000 IRR), soit une hausse de 92,3%, tandis que celles des banques étatiques Melli/Sepah/Post Bank (4,5 Mds\$) et des banques publiques spécialisées Keshavarzi/Maskan/Tose'e Ta'avon/Sana'at va Ma'aden/EDBI (2,5 Mds\$) se sont accrues, respectivement, de 98,6 % et 17,7 %.

## ISRAËL

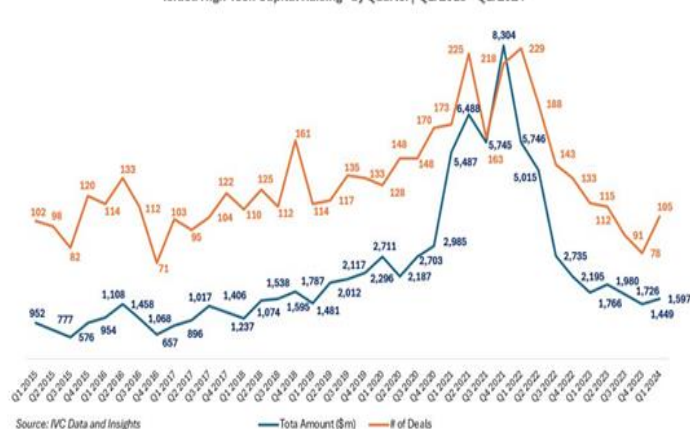
### 1. FITCH MAINTIENT LA NOTE SOUVERAINE D'ISRAËL (A+) MAIS ABAISSE SA PERSPECTIVE À « NÉGATIVE ».

L'agence de notation Fitch a maintenu à A+ la note souveraine attribuée à Israël. Cependant, Fitch a abaissé les perspectives d'Israël de « stables » à « négatives ». L'agence a aussi averti qu'une escalade majeure du conflit pourrait entraîner une dégradation future.

### 2. LA « TECH » ISRAËLIENNE TOUJOURS ATTRACTIVE MALGRÉ LA FIN DE LA « BULLE ».

Selon la revue d'IVC & LeumiTech, les entreprises technologiques israéliennes ont levé 1,6 Md USD au premier trimestre, +10 % par rapport au T4 2023 mais -10 % par rapport T1 2023.

Israeli High-Tech Capital Raising - by Quarter | Q1/2015 - Q1/2024



### 3. LA DÉMOGRAPHIE, FACTEUR DÉTERMINANT DE L'ÉCONOMIE.

Dans une de ses interventions, le gouverneur de la banque d'Israël estime qu'entre 2015 et 2065 la part de la population arabe sera assez stable (passant de 19 à 22%) mais la proportion des ultra-orthodoxes passera de 7 à 26%. L'intégration ou non des Haredim au marché du travail sera donc un facteur clé de la richesse nationale et du revenu par habitant. Si leur taux d'emploi reste le même (environ 54%) Israël pourrait avoir à subir un manque à gagner de 6 points de PIB/habitant par rapport à une convergence de leur taux d'emploi avec celui des autres hommes en âge de travailler.

### 4. RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DES DIAMANTS.

Suite aux sanctions occidentales à l'encontre de la Russie et la Biélorussie, applicables au 1<sup>er</sup> mars 2024, les diamantaires sont tenus de présenter une preuve d'origine certifiant que leurs diamants n'ont pas été achetés en Russie. Jusqu'à la guerre en Ukraine, la part des diamants russes était d'environ 30% à la bourse du diamant de Tel Aviv, deuxième du monde par les volumes traités. Les USA achètent environ 50% des diamants traités à la bourse de Tel Aviv.

## JORDANIE

### 1. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE POUR 2023.

Le ministère des finances a publié le rapport détaillant l'exécution budgétaire de l'année 2023. Les dépenses se sont élevées à 11 Mds JOD (15,5 Mds USD) en 2023, en hausse de +5,13 % par rapport à l'exécution budgétaire 2022. Les recettes ont quant à elles atteint 9,1 Mds JOD (12,8 Mds USD), soit une augmentation de +2,6 % par rapport à l'exécution budgétaire 2022, avec 711 M JOD (1 Md USD) de dons étrangers. Ainsi, le déficit budgétaire (dons inclus) s'établit à -5,1 % du PIB, contre -4,5 % en 2022, et la

dette publique (hors dette détenue par le SSIF) a atteint 89,3 % du PIB en décembre 2023, contre 88,8% du PIB fin 2022. Pour mémoire, selon les prévisions du FMI pour 2023, le déficit budgétaire devait atteindre 5,3 % du PIB et la dette publique, hors dette détenue par le SSIF, 88,7 %.

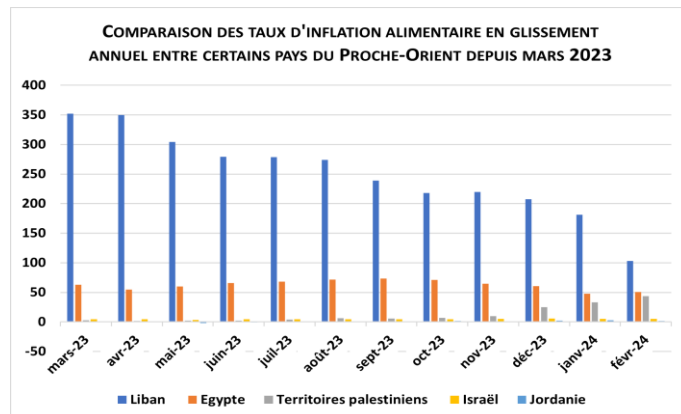
## 2. SIGNATURE D'UN ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA BANQUE CENTRALE ET LA FONDATION JORDAN RIVER.

La Banque Centrale de Jordanie (BCJ) et la fondation Jordan River ont signé, le 21 mars, un accord de coopération sur un an, pour soutenir l'inclusion et le renforcement des capacités des femmes dans le domaine financier. L'association des banques de Jordanie mettra à disposition 75 formateurs et la fondation Jordan River sera chargée d'organiser et de superviser des programmes de formation à destination des employées du secteur bancaire et d'associations locales afin qu'elles puissent elles-mêmes instruire des femmes au foyer et des femmes entrepreneures. Selon cet accord, 18 750 femmes, dans l'ensemble du Royaume, devraient bénéficier de ces programmes.

# LIBAN

## 1. AUGMENTATION POTENTIELLE DE L'INFLATION ALIMENTAIRE.

Selon le dernier *Food Insecurity Update* de la Banque Mondiale, le Liban est classé au deuxième rang mondial pour l'inflation des prix des denrées alimentaires (+103% en g.a en février 2024), après l'Argentine (+303%). Alors que ce taux observait une baisse progressive depuis un an, les tensions logistiques actuelles en mer Rouge liées aux attaques de navires par les Houthis yéménites pourraient potentiellement provoquer une inflation supplémentaire de 2 à 15 % sur les denrées alimentaires arrivant au Liban. Du côté de l'offre, plusieurs unités de production agricoles libanaises ont par ailleurs été endommagées à la frontière libano-israélienne à cause du conflit en cours. En outre, le rapport souligne quelques initiatives des autorités libanaises pour faire face à la menace d'insécurité alimentaire, comme par exemple la signature récente d'un nouveau MoU entre le Liban et l'Irak pour renforcer la coopération agricole.



# PALESTINE

## 1. PRIORITÉS POLITIQUES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT.

Lors de son premier conseil des ministres à Ramallah le 2 avril, le nouveau gouvernement palestinien a fixé ses priorités politiques: **i)** réponse à la crise humanitaire à Gaza; **ii)** garantie de la stabilité financière de l'Autorité palestinienne et **iii)** mise en œuvre d'un programme de réformes destiné à améliorer les performances des institutions gouvernementales. Le gouvernement a également mis en place plusieurs comités permanents, dont un dédié à la réforme alors que le Premier Ministre Mohammed Mustapha a présenté des engagements en matière de réformes institutionnelles, de lutte contre la corruption, et de renforcement de l'État de droit dès le lendemain de sa nomination par le Président Abbas. Le gouvernement a en outre annoncé que les salaires des fonctionnaires pour février 2024 seraient versés à 70 % dès le 3 avril.

## 2. DES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES VICTIMES COLLATÉRALES DES BOMBARDEMENTS ISRAËLIENS.

**Avec la mort des sept travailleurs humanitaires de l'ONG World Central Kitchen, lors de bombardements israéliens le 3 avril 2024, le bilan des travailleurs humanitaires morts depuis le début de la guerre de Gaza dépasse les 200 victimes.** Face aux accusations de ciblage des travailleurs humanitaires et des journalistes, le gouvernement israélien a déploré «une grave erreur». Les dépouilles des six travailleurs humanitaires étrangers de l'ONG ont été remis aux représentants de leurs pays en Égypte, le 4 avril. Sur les 200 victimes humanitaires recensées, au moins 165 travaillaient pour l'UNRWA, l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens. Le dernier bilan général des victimes est désormais de 32 975 personnes tuées dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre et de 75 577 blessés.



## SYRIE

### 1. RENFORCEMENT DES SERVICES PRIVÉS DE GÉNÉRATEURS ÉLECTRIQUES.

Face au manque de production d'électricité publique, les fournisseurs d'électricité privés voient leurs parts de marché augmenter rapidement. Selon les données du Ministère de l'énergie, la production d'électricité publique est ainsi passée de 7 000 MW avant le conflit à 2 300 MW aujourd'hui (- 67%), avec pour l'instant 3% seulement de l'électricité produite

dans les régions sous le contrôle du régime issue d'énergies renouvelables. Pour pallier ce manque, des fournisseurs d'électricité privés proposent des abonnements à des générateurs électriques fonctionnant au fuel. L'utilisation accrue de ces générateurs n'ira pas sans poser des risques de santé publique à cause de la quantité de particules fines émises par ces générateurs ainsi que des risques socio-économiques pour les entreprises et ménages syriens dont les coûts liés à l'énergie augmentent considérablement.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	51	18*	18	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3	1,5	2,6	-0,5	-6	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,6	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-1,3	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A2	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	35,7	4 **	38,5	3	1,6	192,3	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	47,6	n/a	50,8	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE - \*\* = Novembre 2023

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS  
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)